



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 30 MAI 2018

L'ASSEMBLEE NATIONALE ARROSE DE PESTICIDES LA LOI ALIMENTATION

Une loi pour une alimentation saine et durable, voilà l'engagement pris par le gouvernement à la fin des Etats généraux de l'alimentation. Mais après une semaine de débats sur le projet de loi à l'Assemblée Nationale, loin d'une concrétisation, c'est plutôt une trahison de l'esprit de ces Etats généraux que dénonce France Nature Environnement. Sous l'impulsion d'un ministre de l'Agriculture aux convictions incertaines, la majorité a raté l'occasion d'impulser une transition alimentaire et agricole. A quelques heures du vote de la Loi par l'assemblée nationale, c'est un sentiment d'échec qui ressort de cette première étape législative.

De bien petites avancées qui ne compensent pas les grands échecs

Tout, dans ce projet de loi, n'est pas à jeter : l'amendement pour rendre obligatoire un étiquetage environnemental plus clair et plus transparent sur les aliments a été adopté contre l'avis du ministre : mode d'élevage, OGM, nombre de traitements aux pesticides... [Cette demande forte de France Nature Environnement](#) serait une victoire pour les consommateurs si elle se confirmait au Sénat. Parmi les autres avancées, l'élargissement de la définition des néonicotinoïdes ou les 20% de Bio dans la restauration collective.

Mais le ministre et la majorité sont passés à côté de mesures fortes pour protéger la santé de nos citoyens, protéger la biodiversité et impulser la transition vers l'agroécologie de notre agriculture. Le point d'orgue de cette cacophonie législative a été la thématique des pesticides. Le gouvernement dit puis se contredit : l'interdiction du glyphosate, à laquelle s'était engagé le Président, reste en suspens aux dépens de la santé des citoyens. Autre demande forte de France Nature Environnement : l'interdiction d'épandage de pesticides près des zones d'habitation. Le ministre de l'Agriculture s'y était engagé devant les acteurs agricoles et les ONG... Avant de renoncer à son propre amendement.

Des mois de concertation pour une loi alimentation ni « saine », ni « durable »

Les Etats généraux de l'alimentation étaient censés permettre à tous les acteurs de se mettre d'accord sur les grandes avancées. Finalement, les conclusions auront été vite oubliées et la loi alimentation délaisse totalement la santé des citoyens. Sur de nombreux points, le gouvernement se cache derrière l'argument de l'incitation plutôt que de l'interdiction, mais il ne fait au final aucun des deux.



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Pourtant, « *pour enfin impulser la transition de notre agriculture, le gouvernement doit adopter une politique volontariste, en encadrant dans la loi l'usage de tous les pesticides d'une part, et en rémunérant d'autre part les agriculteurs qui se tournent vers des pratiques respectueuses de l'environnement* », explique **Camille Dorioz, coordinateur du réseau Agriculture de France Nature Environnement.**

Pour **Cécile Claveirole, responsable agriculture de France nature environnement**, « *la ritournelle de la réduction des pesticides, 'si possible', et des études de toxicité nous est servie depuis 10 ans, depuis le Grenelle. Il est plus que temps de passer à l'étape d'après et d'établir enfin la cohérence entre la loi et les conclusions des Etats généraux de l'alimentation. Le Président de la République doit tenir ses promesses : protéger les citoyens et la biodiversité. En l'état, le gouvernement risque de faire face à un rejet en bloc par la société civile. Les sénateurs, qui doivent désormais examiner les textes, sauront-ils les renforcer afin d'en faire une véritable loi pour une alimentation saine et durable ?* »

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 73 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).